

Se qualifier ou être disqualifié

Emploi des jeunes? Pas de recette miracle, mais des bonnes pratiques à adopter

Se lancer à son propre compte? Peut-être. Se former et être toujours prêt à rebondir? Certainement.

Quand plusieurs centaines de jeunes de 17 et 18 ans, issus de la Grande Région, sont réunis à Luxembourg pour discuter «emploi», de quoi parle-t-on? De chômage... Le constat est certes réducteur, mais on ne semble plus pouvoir aborder le marché de l'emploi sans considérer les risques d'en être exclu, et travailler d'abord sur les remèdes à cette exclusion.

Entendre les politiques sur le sujet dans le cadre de l'*Interlycées*, un forum qui confronte les «décideurs de demain» avec les «décideurs d'aujourd'hui», ne manquait donc pas d'intérêt.

Le ministre de l'Emploi, Nicolas Schmit, jette un œil critique sur les mesures en réaction à la crise économique. La situation des jeunes en Espagne et en Grèce est plus qu'alarmante. Il attend beaucoup de l'application au Luxembourg de la «Garantie jeune», une recommandation européenne qui impose que les jeunes chômeurs soient pris en charge dans les quatre mois de leur inscription, en se voyant proposer soit un travail soit une formation vers un emploi durable. «On doit aussi développer un bon système d'apprentissage. Dans les pays performants en la matière, comme l'Autriche, on ne laisse tomber personne!»

Quand on parle d'insertion professionnelle, Pierre Bley, directeur général de l'Union des entreprises, ne tient pas le langage d'un patron qui voudrait que le système éducatif lui fournisse de la main-d'œuvre façonnée sur mesure. Il prône une solide formation de base, même généraliste. «Un haut niveau de formation a deux avantages: on a plus



de chances de trouver un emploi, et on le décroche plus vite. Faire des études poussées, c'est un atout contre le chômage de longue durée. Nous n'en sommes plus, hélas, à l'époque où l'industrie lourde était pourvoyeuse d'emplois peu qualifiés. Il faut que les jeunes se forment, et qu'on donne les moyens aux travailleurs de se recycler.»

Les sirènes de l'Etat

Pour Carlo Thelen, l'économiste en chef de la Chambre de commerce du Luxembourg, le Grand-Duché ne manque pas d'atouts: position stratégique au cœur de l'Europe, infrastructures, multilinguisme et qualification (même im-

portée) de la main-d'œuvre. «Avec quelques gros bémols, comme une croissance en berne depuis cinq ans, et un déficit aggravé des finances publiques.

Des études de juriste, d'économiste, ça peut toujours être utile car la demande est forte. Le problème, c'est que les jeunes Luxembourgeois privilégient souvent le service de l'Etat à une carrière dans le privé. Ils doivent s'investir dans toute l'économie et, pourquoi pas, se lancer à leur propre compte. Les clés vers l'obtention d'un emploi et sa conservation? Une bonne formation de base, et des mises à jour permanentes qui permettent de rester compétitif.»

Mais que fait l'Europe, finale-

ment, pour favoriser l'emploi des jeunes? Ceux-ci ne peuvent s'empêcher de la voir comme la mère de l'austérité, celle qui favorise le sauvetage des banques plutôt que la lutte contre la précarité.

«L'Union européenne a besoin que les Etats lui transfèrent certains pouvoirs, notamment pour réduire les écarts sociaux», fait remarquer le député européen Charles Goerens. «Le taux de chômage des jeunes en Espagne et en Grèce est un vrai scandale. J'en ai honte», lâche le président (socialiste) du Parlement européen, l'Allemand Martin Schultz. Et d'admettre que l'emploi n'est pas le domaine où la coopération européenne est la plus

poussée. Pour Martin Schultz, l'Europe en crise souffre d'un manque de solidarité, alors que son poids de 500 millions d'individus doit lui permettre de peser face à n'importe quel concurrent mondial. «Les emplois de demain dépendent de la capacité de l'Europe à exporter son modèle et ses valeurs, humaines, sociales, écologiques. Ce n'est pas de l'impérialisme, mais la liberté pour tous.

Aujourd'hui, nous acceptons le jeu de concurrents (la Chine par exemple) qui ne respectent pas les libertés individuelles, qui ignorent les droits sociaux, qui se moquent des standards écologiques.»

THIERRY NELISSEN

Bons vœux et autres revendications

Nouvel an aux sauces salariale, patronale et politique

La CSL et l'Aleba taclent l'austérité, la Fedil cible l'index. Et les Verts fustigent la coalition gouvernementale.

S'ils semblent d'accord sur un constat, celui de la crise, la Fédération des entreprises (Fedil) d'un côté, la Chambre des salariés (CSL) et l'Association des employés de banque et assurance (Aleba) de l'autre, divergent diamétralement sur son ampleur. Et surtout, sur les remèdes à apporter.

Une divergence que une nouvelle fois illustrée lors des cérémonies de vœux respectives. Ainsi, celle de la CSL, le 10 janvier, a été l'occasion d'une sévère critique de la politique budgétaire «procyclique» d'assainissement qui «aggrave une conjoncture déjà mal en point», as-

sure Jean-Claude Reding, président de la CSL. Si la situation financière du pays s'est dégradée, elle doit être relativisée au regard des évolutions internationales selon l'organisation de salariés.

Mais ce qui la gêne avant tout c'est le «manque de transparence des finances publiques» et un «pilottage à vue» de la crise imputé au gouvernement. Jean-Claude Reding n'hésite pas à rappeler que la contribution pour soutenir les institutions financières a été financée en creusant la dette. Et de souligner que les comptes de l'Administration publique sont bénéficiaires.

«Si on pense qu'il y a un problème avec les finances publiques, alors il faut réfléchir à une solution structurelle et non à des mesures éparses. Ça ne peut pas simplement être une coupe dans les services publics!», s'empêche-t-il. Pour préserver le modèle social luxembourgeois, le syndicaliste appelle à une

réforme pour réduire les déséquilibres fiscaux qui «pèsent toujours davantage sur les ménages et moins sur les entreprises.»

Incohérences

L'Aleba, est sur la même ligne, évoquant «une panoplie de mesures incohérentes». La «manipulation de l'index» et les mesures de crise «sont à charge quasi exclusive des salariés», a déploré Marc Gleisner, son président, le 14 janvier.

Le syndicaliste s'élève également contre les tendances en marche d'un «modèle de profit rapide dans un manque de respect humain inacceptable». La négociation de la convention collective du secteur des banques, fin 2013, devrait ainsi s'avérer une épreuve dure, «face aux menaces permanentes d'en détruire les éléments essentiels».

Du côté du patronat qui se réunissait le lendemain, l'analyse diffère largement même si les reven-

dications sont aussi nombreuses. Pour le président de la Fedil, Robert Dennewald, c'est avant tout la baisse du chiffre d'affaires des entreprises luxembourgeoises qui est préoccupante, cela au regard «de la hausse des coûts, et en particulier des salaires».

Une allusion à peine voilée à l'indexation automatique des salaires que la centrale patronale aimerait voir disparaître car elle «pèse sur la compétitivité du pays». Le chef d'entreprise en appelle au gouvernement pour trouver des solutions «durables» face à la dette publique, notamment via le contrôle salarial, de même que pour les prestations sociales. La Fedil demande par ailleurs un effort de pédagogie du gouvernement vers le grand public «pour une prise de conscience» de la gravité de la situation et la nécessité de réformes profondes.

Pas de quoi impressionner le Premier ministre, Jean-Claude

Juncker, qui après avoir écouté religieusement les revendications patronales, a pris la parole. Cela en balayant les critiques sur l'incurie gouvernementale et sur le budget.

«Les investissements nécessaires ont été engagés» et la «modulation de l'index fut un signal fort», a-t-il justifié, appelant les partenaires sociaux à cesser leur guerre froide en cours pour discuter sereinement de l'avenir du pays.

Un avenir qui n'est guère prometteur estiment les Verts qui lors de leur vœux pour 2013 ont évidemment fustigé la coalition CSV-LSAP qui pêche au niveau du dialogue avec le citoyen et applique une politique incohérente.

Laquelle se prolongera jusqu'en 2014, année électorale à laquelle Déi Gréng se préparent intensivement. Le 12 octobre ils présenteront leur programme, alors que le parti fête ses 30 ans cette année.

S. MEINBACH ET O. TASCH